



Fonds de solidarité : **LE CHAOS**

Plus d'une quinzaine de milliards d'euros ont été versés à ce titre par nos services depuis le printemps 2020 dont plus de 500 millions (235 000 aides) dans le Rhône.

Il s'agit d'une mission supplémentaire qui n'a pas empêché la DGFIP, en connaissance de cause de décréter 84 suppressions d'emplois B et C dans le Rhône pour la seule année 2021 alors que nos services étaient déjà au bord de la rupture !

Le pilotage calamiteux de cette mission amène à nos accueils physiques et téléphoniques des vagues d'usagers parfois -souvent !- hors de contrôle.

La principale réponse de l'administration est le recrutement de huit... contractuels. Ceux-ci seront formés en 12 heures... Cette annonce se fait donc deux jours avant la mise en place de la structure.

Ils intégreront pour six mois une structure en charge des contrôles a priori et dans le cadre d'une nouvelle procédure procéderont à deux réponses aux saisines des contribuables : tout d'abord une demande de justification de la contestation du refus puis une explication/justification du refus.

L'apparition de personnels non formés, non soumis aux obligations statutaires (Discrétion et secret professionnels, probité etc...) est une absurdité et un rideau de fumée qui ne risquent pas de masquer l'ampleur du désastre : des conditions de travail insupportables, des sommes très importantes longtemps versées avec des contrôles automatisés indigents et depuis la fin d'année des délais rallongés et des refus sommairement justifiés qui précipitent les usagers vers des services qui n'ont pas instruit la demande.

FO-DGFIP 69 exige :

- **L'annulation des 84 suppressions d'emplois** et, nationalement, l'appel de toutes les listes complémentaires des concours,
- Une organisation digne de ce nom avec une communication mail en amont qui ne rejette pas la responsabilité de justifier des refus à des services qui ne traitent pas les dossiers,
- des réponses plus complètes qui respectent l'utilisateur et qui évitent au maximum des démarches anarchiques et parfois violentes,
- un soutien de l'administration face aux agressions et menaces de tous ordres,
- des contrôles en amont dignes de ce nom pour éviter que de l'argent ne quitte indûment les caisses de l'État car ce sont les contribuables qui vont régler la note au bout du compte !

Lyon le 24 février 2021